



SOLIDAIRES aux Finances

SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRÉSOR - SUI - SUD INSEE
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD CNP - SNABF-Solidaires

93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS
solidairesfinances@solidairesfinances.fr - <http://www.solidairesfinances.fr>

AUDIENCE DU 11 FEVRIER AVEC LE SECRETAIRE GENERAL :

SAUVEGARDER NOTRE ACTION SOCIALE

Suite au boycott du CNAS du 15 décembre 2009, les organisations syndicales ont immédiatement sollicité une audience auprès du secrétaire général du ministère.

Lors de cette audience, qui s'est déroulée le 11 février 2010, les organisations syndicales ont rappelé leur courrier du 15 décembre et ont fait part de leurs craintes concernant le budget de l'action sociale pour 2011, alors que celui pour 2010 a déjà été réduit (par exemple, subventions en diminution pour ALPAF et AGRAF).

En effet, à défaut d'un budget conséquent, ALPAF ne pourra pas entreprendre des réservations de logements en nombre suffisant alors que, notamment, la demande continue à croître s'agissant des agents en première affectation en île de France.

Qu'advient-il des prêts immobiliers ou à l'amélioration de l'habitat alors que ALPAF a étendu, début 2009, le prêt à l'amélioration de l'habitat aux retraités?

C'était une demande portée par Solidaires depuis longtemps et tout à fait légitime quand on voit le succès de cette prestation.

Quel devenir pour EPAF qui a besoin d'une subvention de l'Etat de même niveau au moins pour continuer à assurer des prestations de qualité pour tous (colonies de vacances, locations meublées ou prestations hôtelières)?

Quant à la restauration collective, pour laquelle beaucoup reste à faire, Solidaires s'oppose à l'introduction du « BIO » qui contraindrait les agents à supporter un coût supplémentaire pour bénéficier de plats ou de menus « BIO » : c'est contraire à la définition d'un repas social et à l'essence même de l'action sociale. En outre, AGRAF a besoin d'une subvention conséquente afin d'assurer des repas corrects à un tarif social.

Tels sont les points qui ont été rappelés au secrétaire général, nécessitant un abondement budgétaire, sachant que la liste des revendications n'est pas exhaustive : d'autres prestations restent encore à mettre en place pour répondre aux besoins des agents.

Le secrétaire général a finalement conclu à la nécessité de redéfinir l'action sociale et ses besoins. Il a acté le principe de groupes de travail thématiques qui devront déboucher sur l'élaboration d'un budget triennal, au plus tard début juillet 2010, avant les arbitrages budgétaires.

Solidaires participera donc aux groupes de travail, mais il est clair que nous n'accepterons pas de voir le budget de l'action sociale régresser ou de devoir faire des choix dans les prestations.

Le calendrier des groupes de travail:

15 avril: GT logements, aides et prêts	4 juin : GT protection sociale complémentaire
25 mai: GT restauration	18 juin : GT crèches, BIL et autres prestations
1er juin: GT vacances/loisirs	24 juin : CNAS